

du depuis en délivrer à tous les bâtiments quittant nos ports. Les commandants de ces bâtiments devraient consigner sur ce tableau, très-succinctement et par *localité*, leurs observations, et après les avoir fait viser par vous, ils devraient, à leur retour, me les faire parvenir par l'intermédiaire du préfet maritime.

Je vous recommande donc de rappeler à l'observation des dispositions que contient cette circulaire, en vous y conformant vous-même, les commandants des bâtiments sous vos ordres.

Je vous envoie ci-joint des exemplaires imprimés du tableau ; vous rappellerez à ces officiers que, suivant la recommandation qui en a été faite, ces renseignements doivent être tenus secrets, et que, pour les informations militaires particulièrement, ils devront agir avec prudence et réserve pour ne pas éveiller les susceptibilités des gouvernements étrangers.

Recevez, etc.

Le *Ministre secrétaire d'État de la marine et des colonies*,
Signé : TH. DUCOS.

N° 40. — *ARRÊTÉ* du 19 juillet 1855 autorisant M. Brander, négociant à Papeete, à construire un quai devant sa propriété de Taotaoa, ville de Papeete.

LE Commandant particulier, Commissaire Impérial *p.i.* aux Iles de la Société,

Vu les lettres de M. le Gouverneur Bonard des 3 et 5 mars 1851, et sa décision de cette seconde date ;

Le Conseil d'administration entendu,

ARRÊTE :

M. John Brander, négociant, est autorisé à construire un quai d'une vingtaine de mètres de longueur et s'avancant jusqu'au récif devant sa propriété, située à Taotaoa, ville de Papeete, et à percevoir un droit de un quart pour cent sur la valeur des marchandises débarquées par tous ceux qui se serviront de ce débarcadère.

Il est bien entendu que le gouvernement français se réserve ses droits imprescriptibles et inaliénables sur tout le rivage, et même la faculté, s'il le jugeait un jour convenable, de frapper d'une imposition, au profit du trésor colonial, ledit quai, comme tous les autres de ce genre, ainsi que les diverses exploitations qui pourraient en